Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 59 (2009)

Heft: 1: Problem Schweizergeschichte? = Y a-t-il un problème avec l'histoire suisse?

Vorwort: Présentation = Präsentation

Autor: Herrmann, Irène / Maissen, Thomas

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Présentation / Präsentation

Irène Herrmann, Thomas Maissen

Y a-t-il un problème avec l'histoire suisse? Pourquoi suscite-t-elle un engouement si limité? Pourquoi la plupart des étudiants rechignent-ils à l'explorer? Pourquoi même les chercheurs qui scrutent certains de ses aspects particuliers se refusent-ils d'en retracer un «grand récit»? Doit-on vraiment justifier son intérêt pour les méandres du passé helvétique? Qui en France ou en Allemagne songerait à regretter la prépondérance de l'histoire nationale; qui se soucierait de légitimer un objet d'étude circonscrit aux frontières de son propre pays?

Ces questions sont encore d'actualité. Elles ont commencé à l'être dans les années 1970. Et en 2007, elles ont même provoqué tout un ensemble d'entreprises à la fois proactives et réflexives qui forcent l'attention. Celles-ci peuvent se comprendre comme une sorte de sursaut face à des évolutions et des événements déjà plus anciens. En 2005, l'Université de Zurich avait ainsi annoncé la suppression d'une filière spécifique consacrée à l'enseignement de l'histoire suisse, provoquant ainsi un petit débat dans les médias.

Depuis plusieurs années déjà, l'Union Démocratique du Centre intensifiait l'instrumentalisation massive d'un mythe helvétique qu'on croyait désuet, en une opération d'autant plus fructueuse que l'UDC présentait son interprétation de l'histoire nationale comme une vérité scientifiquement attestée et susceptible d'indiquer la voie à suivre, alors que l'avenir s'avérait incertain et dangereux. Plusieurs éléments de la narration traditionnelle, comme le «Sonderfall», la neutralité, la défense armée et la démocratie directe étaient instrumentalisés au cœur d'une argumentation exclusiviste et réductionniste, rejetant d'autres récits comme «unschweizerisch», non suisses.

Tout comme aujourd'hui, la manipulation visait alors à faire accepter des lois et à susciter des élections propices à l'UDC. Curieusement, cette affirmation de «suissitude» recourait à des techniques de communication qui, dans leur agressivité évidente et leur mépris du consensus, semblaient contraires à la culture politique helvétique. Corrélation ou raison? Le fait est donc qu'en 2007 paraissaient plusieurs ouvrages qui prétendaient retracer le devenir de la Confédération au cours des siècles[1]. Et lors des premières Journées suisses d'Histoire, en mars de la même année, pas moins de trois panels étaient consacrés à des réflexions sur la construction et la narration du passé national en Suisse. Mieux encore, ils attire-

1 Joëlle Kuntz, *L'histoire de la Suisse en un clin d'œil*, Genève, Zoé, 2006; Volker Reinhardt, *Geschichte der Schweiz*, Munich, Beck, 2006; Georges Andrey, *L'histoire de la Suisse pour les nuls*, Paris, Ed. First, 2007; Grégoire Nappey et Mix & Remix, *L'histoire suisse*, Le-Mont-sur-Lausanne, Ed. Lepp, 2007.

ront fortement l'attention du public présent. Il s'agit de: «La Confédération éternelle: comment écrire l'histoire nationale au XXIe siècle?» («Die ewige Eidgenossenschaft. [Wie] Ist im 21. Jahrhundert Nationalgeschichte noch schreibbar?»);[2] «Les ruptures de 1968 et de 1989 dans les manuels scolaires Suisses: la fin du narratif national dans l'enseignement de l'histoire?» («Die Umbrüche von 1968 und 1989 in Schweizer Geschichtslehrbüchern – das Ende der nationalen Meistererzählung im Geschichtsunterricht?»);[3] et enfin «Construction scientifique, exploitation politique et réception publique de l'histoire en période de mutation»[4].

Certaines de ces contributions ont été réunies dans ce volume[5]. Pour l'essentiel, elles sont axées autour de la question du pourquoi. Pour quoi, pour quelles raisons, dans quel but, vers quel avenir? Quels sont les mécanismes et les logiques qui ont sous-tendu l'élaboration du récit officiel du passé helvétique, et dans quelle mesure ces processus ont-ils influencé le discrédit dont pâtit actuellement l'histoire suisse, au moins dans les milieux des historiens eux-mêmes? A l'inverse, que signifie la récente multiplication d'ouvrages d'histoire suisse et comment peut-on continuer à écrire l'histoire de la nation dans un monde qui se caractérise apparemment par sa globalisation?

Les réponses avancées sont aussi variées que les points de vue de ceux qui les présentent. Médiévistes, modernistes, contemporanéistes et didacticiens ont ainsi donné des explications puisant tant dans leur champ de recherche spécifique que dans leur expérience de citoyen et/ou d'enseignant. Nous avons regroupé leurs réflexions en fonction des inflexions temporelles et systématiques qu'on y repère, commençant par les auteurs qui se penchent essentiellement sur les causes passées de la situation actuelle; continuant par ceux qui analysent surtout le présent, avant de donner la parole à ceux qui explorent les scénarios d'une histoire future.

Au-delà de la diversité des approches et des avis, plusieurs éléments semblent se dégager qui permettent d'avancer des hypothèses sur le statut particulier de l'histoire nationale en Suisse. Dans la plupart des cas, les solutions ainsi esquissées peuvent être appréhendées comme des paradoxes. En réalité, il s'agit-là de plusieurs contradictions fondamentales qui semblent en fin de compte tisser la toile de fond d'un rapport difficile au récit du passé helvétique.

Tout d'abord, l'histoire de la Confédération paraît aujourd'hui grevée du poids de son passé. Curieusement c'est parce que les temps écoulés auraient servi de trame identitaire privilégiée, parce qu'elle aurait été abondamment sinon abusivement utilisée à des fins de nationalisation qu'elle aurait suscité un réflexe de méfiance puis de réelle saturation. Cette réaction de défiance désabusée ne constituerait-elle pas l'une des composantes majeures de la relation à la narration actuelle de la destinée suisse?

Comme toute histoire nationale, l'invention du cheminement politique du pays demeurait largement artificielle en dépit d'une continuité territoriale exception-

2 Organisé par Thomas Maissen, avec la participation de Christoph Conrad, Irène Herrmann, Mario König, Oliver Zimmer et, *in absentia*, Georg Kreis.

3 Organisé par Markus Furrer, avec la participation de Karin Fuchs, Peter Gautschi, Kurt Messmer et Susanne Popp.

4 Organisé par Irène Herrmann, avec la participation de Guy Marchal, Franziska Metzger, Bertrand Muller, Daniela Saxer et Oliver Zimmer.

5 Pour leur appui lors de la rédaction des textes, nous tenons à remercier Jan Becht, Frederic Jasper Bittner, Johan Lange et surtout Isabelle Deflers.

nelle, caractérisant tant les limites cantonales que les frontières extérieures. Cette destinée nationale se construisait au-delà des méandres des développements cantonaux par la grâce d'une «aspiration commune à la liberté» sans doute simplificatrice mais encore impropre à rendre le récit événementiel aussi limpide qu'une succession dynastique. Bizarrement, cette complexité narrative caractérise une contrée qui, dans une perspective européenne, peut passer pour relativement calme. Or, comme le prétendait Paul Valéry, les peuples heureux n'ont pas d'histoire. Faut-il voir dans cette dualité entre complication et tranquillité l'une des causes d'un certain désintérêt pour la narration qui s'en fait l'écho?

Enfin, si les historiens suisses ont dans leur majorité mis un temps certain à se préoccuper des aspects socio-économiques de leur passé, ils ont été parmi les premiers, sur une échelle internationale, à interroger la construction nationale helvétique. En effet, la question de l'identité a toujours été très sensible dans un pays où le «plébiscite de tous les jours» ne pouvait se référer qu'à l'idée d'une histoire partagée. Par analogie, on pourrait se demander si la désaffection qui marque le récit de la destinée nationale ne correspond pas à la situation actuelle dans d'autres pays (surtout en Allemagne), et si elle ne préfigure pas celle qui affectera les autres pays occidentaux dans un avenir proche?

Toutefois, l'intérêt que font ressurgir l'histoire mythique et, par opposition, l'histoire plus scientifique de la Suisse semblent apporter un démenti assez clair dont ce numéro thématique est lui aussi une manifestation. Bien mieux, il pousse à se demander dans quelle mesure la prétention à l'exemplarité ou tout au moins à la singularité qui transparaît dans les pages qui suivent, n'est pas un héritage de la narration officielle du passé helvétique.

En d'autres termes, s'il y a un problème avec l'histoire suisse, celui-ci est limité. S'il reste des réticences à acquérir ou à faire connaître des événements, des processus et des configurations enserrés dans le seul cadre helvétique, il semblerait que le message qui sous-tend ces savoirs demeure ancré dans la plupart des esprits. Ainsi, le problème de l'histoire suisse est en définitive que sa mission première et ultime, soit l'affirmation de l'exceptionnalité helvétique, aurait été intériorisée bien trop facilement.

Haben wir ein Problem mit der Schweizergeschichte? Warum löst sie bestenfalls verhaltenes Interesse aus? Warum sträubt sich eine Mehrheit der Studierenden dagegen, sie zu erkunden? Warum begnügen sich auch Wissenschafter damit, lediglich einzelne Aspekte gründlich zu durchforsten, aber keine «grosse Erzählung» vorzulegen? Muss man ein Interesse für den Gang der Schweizergeschichte tatsächlich rechtfertigen? Welcher Franzose oder Deutsche würde das Übergewicht der eigenen Nationalgeschichte bedauern; wer würde es in diesen Ländern für geboten halten, ein Forschungsobjekt zu legitimieren, das sich an den Grenzen des eigenen Staates orientiert?

Diese Fragen sind aktuell – und dies seit den 1970er Jahren. Um das Jahr 2007 herum haben sie erneut eine beträchtliche Anzahl von Überlegungen provoziert und einige Aufmerksamkeit auf sich gezogen. So kündigte die Universität Zürich an, den Studiengang Schweizergeschichte zu streichen, was 2006 eine Debatte in den Medien nach sich zog. Schon seit einigen Jahren instrumentalisiert vor allem die Schweizerische Volkspartei immer intensiver einen helvetischen Mythos, von dem man glaubte, er sei überlebt. Das ist für die SVP umso einträglicher, als sie

ihre Interpretation der Nationalgeschichte als wissenschaftliche Wahrheit darstellt, die den richtigen Weg weisen könne in eine Zukunft, die ungewiss und gefährlich anmutet. Die Kernelemente der traditionellen Historiographie, wie der «Sonderfall», die Neutralität, die bewaffnete Landesverteidigung und die direkte Demokratie, sind von einer Argumentation vereinnahmt worden, die den Geschichtsverlauf auf solche Begriffe reduziert, Unliebsames ausgrenzt und andere Darstellungen als unschweizerisch verwirft. Die Vereinnahmung der Landesgeschichte zielte und zielt darauf ab, dass die SVP sich in der Gesetzgebung durchsetzt und Wahlsiege einholt. Bemerkenswerterweise bringt diese Selbstbestätigung des Schweizerischen in ihrer Aggressivität und Geringschätzung des Konsenses Kommunikationsformen hervor, die der politischen Kultur des Landes fremd sind.

Gibt es einen Zusammenhang mit diesen politischen Entwicklungen, liegt darin vielleicht sogar die Ursache dafür, wenn in denselben Jahren 2006/07 mehrere Werke erschienen, die versuchten, die Geschichte der Eidgenossenschaft über die Jahrhunderte hinweg darzustellen?[6] Im Frühjahr 2007 sind an den ersten Schweizer Tagen für Geschichte zudem nicht weniger als drei Sektionen veranstaltet worden, die sich der Konstruktion und Narration der nationalen Vergangenheit widmeten und grosse Aufmerksamkeit des Publikums auf sich zogen. Die drei Sektionen trugen die folgenden Titel: «Die ewige Eidgenossenschaft. (Wie) Ist im 21. Jahrhundert Nationalgeschichte noch schreibbar?»[7], «Die Umbrüche von 1968 und 1989 in Schweizer Geschichtslehrbüchern – das Ende der nationalen Meistererzählung im Geschichtsunterricht?»[8] und schliesslich «Construction scientifique, exploitation politique et réception publique de l'histoire en période de mutation» (Wissenschaftliche Konstruktion, politische Verwendung und öffentliche Aufnahme der Geschichte in einer Phase des Wandels)[9].

Einige der überarbeiteten Beiträge sowie ein neuer sind in diesem Band zusammengestellt[10]. Im Wesentlichen drehen sie sich alle um die Frage «Warum?»: warum, aus welchen Gründen, in welcher Situation, zu welchem Zweck? Welches sind die Mechanismen und Logiken, die der Ausarbeitung einer offiziösen Version der Schweizer Vergangenheit zugrunde gelegt wurden, und in welchem Masse beeinflussen diese Prozesse den Misskredit, dem die Schweizergeschichte gegenwärtig unterliegt, insbesondere unter den Historikern selbst? Was bedeutet andererseits die aktuelle Konjunktur bei schweizerischen Geschichtswerken, und wie kann zukünftig eine Nationalgeschichte in einer Welt geschrieben werden, die offensichtlich durch supranationale Phänomene der Globalisierung charakterisiert wird?

Die vorgebrachten Antworten sind ebenso unterschiedlich wie die Standpunkte derer, die sie hier darlegen. Mediävisten, Frühneuzeitler, Zeithistoriker und

6 Joëlle Kuntz, *L'histoire de la Suisse en un clin d'œil*, Genf 2006; Georges Andrey, *L'histoire de la Suisse pour les nuls*, Paris 2007; Grégoire Nappey et Mix & Remix, *L'histoire suisse*, Le-Mont-sur-Lausanne 2007.

7 Geleitet von Thomas Maissen; Teilnehmer: Christoph Conrad, Irène Herrmann, Mario König, Oliver Zimmer und, *in absentia*, Georg Kreis.

8 Geleitet von Markus Furrer; Teilnehmer: Karin Fuchs, Peter Gautschi, Kurt Messmer und Susanne Popp.

9 Geleitet von Irène Herrmann; Teilnehmer: Guy Marchal, Franziska Metzger, Bertrand Muller, Daniela Saxer und Oliver Zimmer.

10 Für die Mithilfe bei der Redaktion der vorliegenden Texte danken wir Jan Becht, Frederic Jasper Bittner, Johan Lange, Alexander Regel und besonders Isabelle Deflers.

Didaktiker suchen nach Erklärungen, die sowohl ihrem speziellen Forschungsfeld als auch ihren Erfahrungen als Bürger und Lehrer entsprechen. Wir haben ihre Überlegungen einer gewissen zeitlichen, aber auch systematischen Logik entsprechend angeordnet und dabei mit den Autoren begonnen, die im Wesentlichen nach historischen Gründen für die aktuelle Situation suchen. Es folgen diejenigen, die sich vor allem den gegenwärtigen Veränderungen selbst widmen, und zuletzt eine Gruppe, die bereits Schreibweisen einer künftigen Geschichtsschreibung auskundschaftet.

Jenseits der Vielfalt von Herangehensweisen und Meinungen scheinen sich einige Elemente herauszukristallisieren, die es erlauben, Hypothesen über den konkreten Stand der Schweizergeschichte zu formulieren. Viele der so angedeuteten Lösungen können als Paradoxe verstanden werden. Tatsächlich scheint es sich letztlich um grundlegende Widersprüche zu handeln, die den Hintergrund einer schwierigen Beziehung zur schweizerischen Vergangenheit bilden.

Zum einen wirkt die Geschichtsschreibung über die Eidgenossenschaft heute durch das Gewicht belastet, das ihr in der Vergangenheit zukam. Die vergangenen Zeiten haben als bevorzugtes Identitätsraster gedient und sind reichlich und zum Teil missbräuchlich benutzt wurden, um nationale Identität hervorzubringen. Interessanterweise liegt es gerade daran, dass die Landesgeschichte in letzter Zeit ein reflexartiges Misstrauen, ja eine eigentliche Sättigung hervorrief. Ist nicht dieser desillusionierte Argwohn eines der Hauptelemente, die für unsere gespannte Beziehung zu den derzeitigen Schweizer Geschichten charakteristisch sind?

Andererseits war, wie in allen Ländern auch, die Erfindung einer nationalen Entwicklungsgeschichte eine eher künstliche Angelegenheit, obwohl die Schweiz eine aussergewöhnliche territoriale Kontinuität vorweisen kann, sowohl was die Grenzen zwischen den Kantonen als auch diejenigen gegen aussen betrifft. Diese nationale Bestimmung wurde, jenseits der komplizierten kantonalen Wandlungen, auf der Prämisse des «gemeinsamen Strebens nach Freiheit» konstruiert. Diese Vorstellung ist zweifellos zu simpel und zugleich weniger geeignet als etwa eine dynastische Erbfolge, um einen roten Faden in die Ereignisgeschichte zu weben. Es ist auffällig, dass diese narrativen Schwierigkeiten ausgerechnet eine Gegend betreffen, die im europäischen Vergleich als ziemlich ruhig gelten kann. Paul Valéry hat behauptet, dass glückliche Völker keine Geschichte haben. Muss man in dieser Kombination von Komplexität und Stabilität einen der Gründe für das Desinteresse an der Geschichte eines Landes sehen, für die er charakteristisch ist?

Schliesslich haben die Schweizer Historiker zwar mehrheitlich einige Zeit gebraucht, bis sie sich systematisch mit ihrer Sozial- und Wirtschaftsgeschichte auseinandersetzten, dagegen im internationalen Kontext zu den ersten gezählt, welche die Konstruktion ihrer Nationalgeschichte überprüften. Das liegt wohl daran, dass die Frage der Identität immer einen heiklen Punkt für eine «Willensnation» darstellte, in der sich der «plébiscite de tous les jours» nur auf die Vorstellung einer geteilten Vergangenheit beziehen kann. Ausgehend davon könnte man sich fragen, ob das nachlassende Interesse für die nationale Geschichte nicht doch auch Entsprechungen anderswo hat (besonders in Deutschland) und ob sie nicht eine Haltung vorwegnimmt, wie sie sich auch in anderen westlichen Ländern in naher Zukunft ausbreiten könnte?

Gegen diese Vermutung spricht allerdings das Interesse an einer mythischen Geschichte und an ihrer «Kontrahentin», einer wissenschaftlicheren Geschichte der Schweiz, wofür auch dieses Themenheft ein Beispiel ist. Es erlaubt auch die

Frage, inwieweit der auf den folgenden Seiten greifbare Anspruch, beispielhaft oder zumindest einzigartig zu sein, nicht ein Erbe der offiziellen schweizerischen Nationalgeschichte darstellt. Anders gesagt: Wenn wir ein Problem haben mit der Schweizer Geschichte, so ist es begrenzt. Zwar gibt es weiter berechtigte Vorbehalte dagegen, Ereignisse, Prozesse und Strukturen in einem rein helvetischen Rahmen aufzuarbeiten oder zu vermitteln. Doch zugleich scheint die grundlegende Botschaft, die diesen Kenntnissen zugrunde liegt, in den meisten Köpfen verankert geblieben zu sein. Nach wie vor besteht das Problem der Nationalgeschichte letztlich wohl darin, dass ihre ursprüngliche und eigentliche Funktion – die Verkündigung des schweizerischen Sonderfalls – allzu sehr verinnerlicht worden ist.